



Madame la présidente, Mesdames et Messieurs les députés,

Nous sommes réunis pour faire un premier bilan de la rentrée. Cette audition est à la croisée de la démocratie politique et de la démocratie sociale. Nous souhaitons que les échanges de cette année soient plus apaisés que l'an passé, et constructifs, dans l'intérêt de nos collègues et de l'École.

Si nos collègues, attachés à leur métier, ont été contents, comme chaque année, de retrouver leurs élèves, leurs premiers retours confirment que cette rentrée marque une étape supplémentaire dans la dégradation du service public d'Éducation. La crise de recrutement s'enracine, concerne aussi désormais d'autres personnels, comme les AESH. Le ministère bricole (par exemple avec des petites annonces) pour tenter de cacher la pénurie mais nous ne pouvons pas, nous ne devons pas, nous habituer à cette situation où la continuité du service public d'Éducation est mise à mal par des choix politiques. Les conditions de travail sont aussi dégradées par des effectifs souvent lourds dans le 1^{er} degré comme dans le 2^d degré notamment en raison des suppressions d'emplois menées par les gouvernements successifs.

Le « Choc des savoirs » ne s'applique pas complètement dans tous les établissements en cette rentrée, notamment sur les groupes de niveaux grâce à la mobilisation des personnels. Nous continuons à nous opposer aux mesures du Choc des savoirs et à demander leur abandon. Par exemple, les évaluations nationales standardisées obligatoires doivent être abandonnées, et les mesures en suspens comme la généralisation des classes prépa secondes doivent être retirées.

Les coupes budgétaires de 2024, dont le rocambolesque épisode des HSE en avril dernier, ont montré que l'Éducation nationale est déjà l'os. Dans une École qui manque de tout, il est inacceptable que des investissements conséquents ne soient pas engagés.

Plusieurs faits, enquêtes journalistiques et travaux parlementaires sont venus confirmer l'ampleur du séparatisme scolaire et social entretenu par l'enseignement privé, un phénomène inacceptable qui appelle des mesures d'urgence.

Mesdames et Messieurs les députés, dans quelques semaines, vous serez amenés à étudier et peut-être voter le budget 2025. Nous le disons ici solennellement : l'École ne pourra être la variable d'ajustement d'une austérité budgétaire que nous contestons, tant elle met à mal les services publics.

Des mesures doivent aussi être prises en urgence : augmentation immédiate des salaires sans contreparties et abandon du Pacte, création de postes, diminution des effectifs dans les classes, création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH. Il est indispensable d'engager les premiers pas d'une loi de programmation pluriannuelle de revalorisation salariale et de recrutements.

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs les députés, l'École est à un point de bascule. Il est indispensable que les personnels retrouvent du sens à leur travail au service de tous les jeunes, au sein d'un système éducatif plus démocratique et vecteur d'émancipation pour toutes et tous. Il est urgent que la République soutienne pleinement le projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire, celui de toute la jeunesse vivant dans ce pays.

A Paris, le 11/09/2024